



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil spécial 163.2018 – édition du 17/09/2018





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale
des territoires et de la mer
Service maritime
Groupe de coordination
domanialité et milieux
AP/2018 - 619

ARRETE PREFECTORAL

**Approuvant la convention de transfert de gestion,
lié à un changement d'affectation,
d'une dépendance du domaine public maritime
affectée à des équipements complémentaires accessoires au service public balnéaire,
située sous l'encorbellement du boulevard de la Croisette à Cannes.**

Le préfet des Alpes-Maritimes,

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.2121-1, L.2122-1, L.2123-3 à L.2123-6 et R. 2123-9 à R.2123-14.

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-19 et R. 123-1 à R.123-27,

VU le code du domaine de l'État,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU la délibération du conseil municipal de Cannes, du 12 septembre 2016, demandant l'exclusion de la partie située sous l'encorbellement de la Croisette du périmètre de la nouvelle concession de plages et sollicitant auprès de l'État le transfert de gestion de cette dépendance,

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-145 du 25 juin 2018 portant délégation de signature du préfet maritime de la Méditerranée au directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-459 du 3 juillet 2018 portant délégation de signature du préfet au directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,

VU la délégation de signature qui a été conférée au directeur départemental des finances publiques des Alpes-Maritimes, stipulant au nom de l'État en application de l'arrêté préfectoral n° 2016-881 du 22 novembre 2016,

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-569 en date du 22 août 2018, accordant à la commune de Cannes une concession de plages artificielles à compter du 1^{er} janvier 2018 pour une durée de 12 ans,

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 9 avril au 19 mai 2018 selon l'arrêté préfectoral n° 197-2018 du 14 mars 2018,

VU le rapport de madame le commissaire-enquêteur du 14 juin 2018 rendant un avis favorable au transfert de gestion des emprises du domaine public maritime situées à hauteur du boulevard de la Croisette sous-encorbellement,

VU l'avis conforme favorable du préfet maritime, délégué du Gouvernement pour l'action de l'État en mer, en date du 31 janvier 2018, rendu en application des dispositions de l'article R.2124-56 du code général de la propriété des personnes publiques,

VU l'avis et la décision du directeur départemental des finances publiques des Alpes-Maritimes, du 30 janvier 2018 fixant en l'espèce le montant de la redevance domaniale,

VU les avis des services consultés et l'avis favorable de la direction départementale des territoires et de la mer,

VU la convention de transfert de gestion lié à un changement d'affectation d'une dépendance du domaine public maritime, située sous l'encorbellement du boulevard de la Croisette, acceptée par le maire de Cannes,

CONSIDERANT que le caractère permanent des installations justifie l'octroi d'un transfert de gestion d'une dépendance du domaine public maritime,

CONSIDERANT que les clauses et conditions de la convention de transfert de gestion tiennent compte de la destination du projet et de la nature de simples travaux de réhabilitation ; qu'elles encadrent les modifications apportées aux dépendances du domaine public maritime,

SUR la proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture des Alpes-Maritimes,

A R R E T E

Article 1

La présente décision a pour objet d'approuver la convention de transfert de gestion lié à un changement d'affectation, établie avec monsieur le maire de la commune de Cannes, le directeur départemental des finances publiques et le directeur départemental des territoires et de la mer, portant sur le transfert de gestion d'une dépendance du domaine public maritime, située sous l'encorbellement du boulevard de la Croisette, affectée au service public balnéaire, et dont les limites sont définies au plan qui demeure annexé à ladite convention,

Article 2

Le présent transfert de gestion est consenti aux clauses et conditions de la convention ci-jointe qui demeurera annexée à la présente décision. Le présent transfert de gestion ne vaut que pour l'objet défini dans la dite convention.

Article 3

Cet acte n'est pas constitutif de droits réels au sens de l'article L.2122-6 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 4

Le présent acte ne vaut pas autorisation au titre des autres dispositions réglementaires requises.

Article 5

Le présent acte ainsi que la convention de transfert de gestion jointe peuvent être consultés à la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes.

La convention de transfert de gestion et ses annexes sont publiées aux recueils des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

La convention de transfert de gestion et ses annexes peuvent être consultées sur le site Internet de la préfecture des Alpes-Maritimes à l'adresse suivante : <http://www.alpes-maritimes.gouv.fr/Publications/Recueil-des-actes-administratifs-RAA>.

Article 6

S'il y a lieu, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire ou à compter de sa publication pour les tiers intéressés, le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet Alpes-Maritimes ou d'un recours hiérarchique devant le ministre responsable du domaine public maritime.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception par l'autorité administrative vaut décision implicite de rejet ; la décision rejetant ce recours peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de la réception d'une décision expresse ou de la date à laquelle naît une décision implicite.

Au vu des dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou dans les deux mois suivant la publicité par parution au recueil des actes administratifs de la préfecture ou par affichage en mairie, le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, 33 boulevard Franck Pilatte, CS 09706, 06359 Nice Cedex 4.

Article 7

Le présent arrêté sera inséré dans deux journaux à diffusion locale et par voie d'affichage, au moins pendant une durée minimale de quinze jours en mairie de Cannes, certifié par le maire, aux frais de la commune de Cannes.

Article 8

La secrétaire générale de la préfecture des Alpes-Maritimes, le sous-préfet de Grasse, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental des finances publiques, le maire de Cannes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le 14 SEP. 2018
Le Préfet des Alpes-Maritimes
DIRECTION-G 3926
Le préfet des Alpes-Maritimes



Georges-François LECLERC

Annexe : convention de transfert de gestion lié à un changement d'affectation d'une dépendance du domaine public maritime affectée à des équipements complémentaires accessoires au service public balnéaire, située sous l'encorbellement du boulevard de la Croisette à Cannes.



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale des territoires
et de la mer des Alpes-Maritimes
Service eau, agriculture, forêt et espaces naturels
Pôle eau

N/Ref : DDTM-SER-PE-AP n°2018-113

ARRETE COMPLEMENTAIRE

Station d'épuration de Roquebillière

Le préfet des Alpes-Maritimes,

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 approuvé le 3 décembre 2015 ;

Considérant que l'autorisation administrative dont bénéficie l'installation de la station d'épuration de Roquebillière n'est plus conforme à la réglementation en vigueur et qu'en conséquence il est nécessaire de la mettre à jour ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture des Alpes-Maritimes,

ARRETE

Article 1 : Maître d'ouvrage

METROPOLE NICE COTE D'AZUR
Direction de l'Eau, de l'Air et de la Qualité des Milieux
Service Assainissement - 5, rue de l'Hôtel de Ville - 06364 Nice cedex 4

Article 2 : Objet

Exploitation de la station d'épuration de 3000 équivalents-habitants
code SANDRE : 060906103001

Article 3 : Rubriques de la nomenclature et masse d'eau

| Numéro | Désignation | Régime |
|----------|---|-------------|
| 2.1.1.0. | Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 | Déclaration |

La masse d'eau concernée est : FRDR81 La Vésubie de sa source au ruisseau de la Planchette.

Article 4 : Caractéristiques

4.1 – Localisation

| Ouvrage | Coordonnée X Lambert 93 | Coordonnée Y Lambert 93 |
|---------------------|----------------------------|----------------------------|
| Station d'épuration | 1 045 514 | 6 332 477 |
| Point de rejet | 1 045 574 | 6 332 483 |

Les eaux résiduaires urbaines sont déversées après traitement dans la rivière La Vésubie.

4.2 – Traitement

La station d'épuration permet de traiter les volumes et charges de pollution suivants :

| | |
|---|--------------------------|
| Débit de référence | 600 m ³ /jour |
| Capacité nominale de traitement en DBO5 | 180 kg/jour |
| Charge journalière en DCO | 360 kg/jour |
| Charge journalière en MES | 270 kg/jour |
| Charge journalière en NTK | 45 kg/j |
| Charge journalière en Pt | 12 kg/j |

Le débit de référence est le débit au-delà duquel les objectifs de traitement minimum ne peuvent être garantis et qui conduit à des rejets dans le milieu récepteur d'effluents non ou partiellement traités.

4.3 – Niveaux de rejet

En dehors des situations inhabituelles et pour un débit journalier inférieur ou égal au débit de référence, les rejets de la station d'épuration doivent satisfaire aux critères de concentration maximale ou de rendement minimum suivants :

| Paramètres | Concentration maximale | Rendement minimum | Concentration rédhibitoire* |
|------------|------------------------|-------------------|-----------------------------|
| DBO5 | 25 mg/l | 80 % | 50 mg/l |
| DCO | 125 mg/l | 75 % | 250 mg/l |
| MES | 35 mg/l | 90 % | 85 mg/l |

* : Les rejets doivent toujours respecter les seuils suivants, quel que soit le rendement, sauf en cas de situations inhabituelles*.

Les rejets doivent également présenter les caractéristiques suivantes :

- un pH moyen journalier compris entre 6 et 8,5 ;
- une température moyenne journalière inférieure à 25 °C, sous réserve que les conditions climatiques soient compatibles avec une telle exigence.

Les situations de fonctionnement considérées comme inhabituelles, mentionnées à l'article 2 de l'arrêté du 25 juillet 2015, sont les suivantes :

- précipitations occasionnant un dépassement du débit de référence ;

- opérations programmées de maintenance préalablement portées à la connaissance du service chargé de la police de l'eau ;
- circonstances exceptionnelles.

4.4 – Évacuation des déchets

Les refus de dégrillage sont conditionnés pour permettre l'évacuation sur la filière ordures ménagères.

Article 5 : Modalités d'autosurveillance

Le maître d'ouvrage met en place les aménagements et équipements adaptés pour obtenir les informations d'autosurveillance décrites ci-dessous :

- **Informations d'autosurveillance à recueillir sur le déversoir en tête de station :**

Mesure et enregistrement en continu des débits.
Estimation des charges polluantes rejetées.

Les déversoirs en tête de station et les by-pass doivent être aménagés pour permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs sur 24 heures.

La mesure des caractéristiques des eaux usées et l'estimation des charges polluantes sont effectuées sur la base des paramètres listés ci-dessous.

- **Informations d'autosurveillance à recueillir en entrée/sortie de station :**

Mesure et enregistrement en continu du débit en entrée et sortie.
Mesure des caractéristiques des eaux usées (paramètres mentionnés ci-dessous) en entrée et en sortie.

Les mesures sont effectuées sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés, isothermes (4° +/- 2) et asservis au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

La mesure des caractéristiques des eaux usées est effectuée sur la base des paramètres listés ci-dessous.

- **Informations d'autosurveillance à recueillir relatives aux apports extérieurs sur la file eau (matières de vidange, matières de curage...)**

Apports extérieurs de boues : Quantité brute, quantité de matières sèches et origine.
Nature et quantité brute des apports extérieurs.
Estimation de la qualité des apports extérieurs, si la fréquence de ces apports est au moins une fois par mois en moyenne sur l'année.
Mesure de la qualité des apports extérieurs, si la fréquence de ces apports est de plus d'une fois par mois en moyenne sur l'année.

La quantité brute est exprimée en masse et/ou en volume.

La quantité de matières sèches est exprimée en masse et est déterminée par des mesures de la siccité de la boue brute, et des quantités de boues produites.

La quantité brute est exprimée en masse et/ou en volume.

L'estimation de la qualité des apports extérieurs est réalisée sur la base de données de références sur les types d'apports extérieurs.

La mesure de la qualité est effectuée sur la base des paramètres listés ci-dessous.

- **Informations d'autosurveillance à recueillir relatives aux déchets évacués hors boues issues du traitement des eaux usées (refus de dégrillage, matières de dessablage, huiles et graisses)**

Nature, quantité des déchets évacués et leur(s) destination(s).

- **Informations d'autosurveillance à recueillir relatives aux boues issues du traitement des eaux usées**

Apport extérieur de boues : quantité brute, quantité de matières sèches et origine.

Boues produites : quantité de matières sèches.

Boues évacuées : quantité brute, quantité de matière sèches, mesure de la qualité et destination.

La quantité brute est exprimée en masse et/ou en volume.

La quantité de matières sèches est exprimée en masse et est déterminée par des mesures de la siccité de la boue brute et des quantités de boues produites.

Quantité de boues produites par l'ensemble des files « eau » de la station, avant tout traitement et hors réactifs.

Les informations relatives à la destination première des boues sont transmises au moment de leur évacuation. Les informations relatives à la destination finale des boues sont transmises pour chaque année civile et par destination.

- **Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement:**

Ce manuel est rédigé en vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets. Le maître d'ouvrage y décrit de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les modalités de transmission des données, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel spécifie :

- 1° Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;
- 2° Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données « SANDRE » ;
- 3° Les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement fixées dans l'acte préfectoral relatif au système d'assainissement.

Il décrit les ouvrages épuratoires et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment).

Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau, ainsi qu'au service en charge du contrôle. Il est mis à jour chaque année si nécessaire et tenu à disposition de ces services sur le site de la station.

Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées assure la coordination et la cohérence de ce travail de rédaction et la transmission du document.

- **Paramètres et fréquences minimales des mesures (nombre de jours par an) à réaliser sur la file eau des stations de traitement des eaux usées_**

| Paramètres | Nombre de mesures |
|------------------|-------------------|
| Débit | 365 |
| pH | 12 |
| MES | 12 |
| DBO ₅ | 12 |
| DCO | 12 |
| NTK | 4 |
| NH ₄ | 4 |
| NO ₂ | 4 |
| NO ₃ | 4 |
| P _{tot} | 4 |
| Température | 12 |

- **Informations d'autosurveillance relative à la consommation d'énergie et de réactifs (file eau et file boue)**
- **Fréquences minimales de détermination des quantités de matières sèches de boues produites et fréquences minimales de mesures de la siccité sur les boues produites**

La mesure de la quantité de matières sèches de boues produites doit être effectuée 12 fois (quantité mensuelle). La siccité doit être mesurée 12 fois.

Article 6 : Bilan de fonctionnement du système d'assainissement

Le ou les maîtres d'ouvrages adressent avant le 1^{er} mars de l'année en cours au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau, le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement durant l'année précédente (station ou système de collecte).

Ce bilan annuel est un document synthétique qui comprend notamment :

1° Un bilan du fonctionnement du système d'assainissement, y compris le bilan des déversements et rejets au milieu naturel (date, fréquence, durée, volumes et, le cas échéant, flux de pollution déversés) ;

2° Les éléments cités ci-dessus, à savoir : la gestion des déchets issus du système d'assainissement ; les informations relatives à la quantité et la gestion d'éventuels apports extérieurs (quantité, qualité) ; et la consommation d'énergie et de réactifs ;

3° Un récapitulatif des événements majeurs survenus sur la station (opérations d'entretien, pannes, situations inhabituelles...) ;

4° Une synthèse annuelle des informations et résultats d'autosurveillance de l'année précédente. En outre, un rapport présentant l'ensemble des résultats des mesures de la surveillance complémentaire, relative à la présence de micropolluants dans les rejets, est annexé au bilan annuel ;

5° Un bilan des contrôles des équipements d'autosurveillance réalisés par le maître d'ouvrage ;

6° Un bilan des nouvelles autorisations de déversement dans le système de collecte délivrées durant l'année concernée et du suivi des autorisations en vigueur ;

7° Un bilan des alertes effectuées par le maître d'ouvrage ;

8° Une analyse critique du fonctionnement du système d'assainissement ;

9° Une autoévaluation des performances du système d'assainissement au regard des exigences du présent arrêté ;

10° La liste des travaux envisagés dans le futur, ainsi que leur période de réalisation lorsqu'elle est connue.

Outre l'envoi au service en charge du contrôle, le ou les maîtres d'ouvrage du système de collecte transmet son bilan annuel de fonctionnement au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées. Ce dernier synthétise les éléments du bilan annuel de fonctionnement du système de collecte dans son propre bilan, afin de disposer d'une vision globale du fonctionnement du système d'assainissement.

Article 7 : Déclaration des incidents ou accidents

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire de l'autorisation demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 8 : Contrôles

Les agents du service chargé de la police de l'eau, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de police de l'eau, auront en permanence libre accès aux chantiers et aux ouvrages en exploitation. Le bénéficiaire devra mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour procéder à tous les contrôles techniques qu'ils jugeraient utiles pour constater l'exécution de la présente autorisation et le bon fonctionnement des dispositifs mis en place.

Article 9 : Durée

Le présent arrêté est délivré à titre permanent pour l'entretien des ouvrages, sous réserve de retrait ou modification pouvant intervenir conformément à l'application de l'article L.214-4 du code de l'environnement.

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou le début de l'exercice de son activité.

Article 10: Modification des ouvrages ou des conditions d'exploitation

Toute modification de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui pourra exiger une nouvelle demande, ou prescrire les mesures particulières rendues nécessaires par la situation.

Article 11 : Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 : Recours

La présente décision peut être contestée devant la juridiction compétente :

— par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ;

— par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.211-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage

des dits actes, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la réalisation effective de l'installation.

Article 13 : Publicité et affichage

Cet arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Une copie de cet arrêté sera affichée pendant une durée minimum d'un mois en mairie de Roquebillière.

Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et adressé au préfet des Alpes-Maritimes.

A Nice, le 30 JUIL. 2018
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

SGA189


Françoise TAHERI



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail

Décision portant subdélégation de signature

N°2018/620

Direction régionale des Entreprises, de la
Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi - PACA
Unité départementale des Alpes-Maritimes

direction

☎ : 04 93 72 76 39

☎ : 04 93 83 66 90

Mel :

paca-ut06.direction@directe.gouv.fr

Le Directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, responsable de l'unité départementale des Alpes-Maritimes de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu les articles R 8122-1 et R.8122-2 du code du travail ;

Vu le livre VII du code rural et de la pêche maritime ;

Vu le livre III du code de l'éducation ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu l'arrêté interministériel en date du 2 novembre 2017, portant nomination de M. Patrick MADDALONE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de la région Provence Alpes Côte d'Azur, à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juillet 2016 nommant M. François DELEMOTTE sur l'emploi de responsable de l'unité départementale des Alpes-Maritimes à la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

Vu la décision du 8 janvier 2018 portant délégation de signature à M. François DELEMOTTE, responsable de l'unité départementale des Alpes-Maritimes sur le champ du travail ;

D E C I D E

Article 1^{er} : Subdélégation est donnée, en cas d'absence ou d'empêchement de M. François DELEMOTTE dans les matières visées par la décision du DIRECCTE PACA du 8 janvier 2018, annexée à la présente décision -hors exceptions prévues à l'article 2 ci-après- à :

- M. Claude GHIGO, directeur délégué
- Mme Sylvie FEIGNON, directrice du travail
- Mme Anne LE BAIL VOISIN, directrice adjointe
- M. Laurent PINA, directeur adjoint
- Mme Anouk BARAT, directrice adjointe
- M. Fabien TEISSEIRE, directeur adjoint
- M. Gérard FUSARI, directeur adjoint
- Mme Mireille CROVILLE, directrice adjointe
- M. Didier VETTESE, directeur adjoint
- Mme Claude-Lise TREMOLIERES, agent contractuel, pour les questions ressortissant de ses attributions.

Article 2 : Subdélégation est donnée à M. Claude GHIGO, directeur délégué, en cas d'absence ou d'empêchement de M. François DELEMOTTE pour les décisions en matière de pouvoirs propres du DIRECCTE relatives à la rupture du contrat de travail à durée indéterminée, en matière de licenciement pour motif économique :

- Proposition pour compléter ou modifier le plan de sauvegarde de l'emploi (L 1233-57 et L 1233-57-2)
- Décision de validation de l'accord collectif mentionné à l'article L 1233-24-1 du code du travail (L 1233-57-3)
- Décision d'homologation du document unilatéral de l'employeur mentionné à l'article L 1233-24-4 du code du travail (L 1233-57-7)
- Injonction prise sur demande formulée par le CE ou à défaut les DP ou, en cas de négociation d'un accord mentionné à l'article L 1233-24-1, par les organisations syndicales représentatives de l'entreprise (L 1233-57-5 et D 1233-12)

Article 3 : Copie de la présente décision est adressée à M. Patrick MADDALONE.

Fait à Nice, le 17 septembre 2018

Le directeur régional adjoint
responsable de l'unité départementale
des Alpes-Maritimes

~~François DELEMOTTE~~



MINISTÈRE DU TRAVAIL

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

DECISION DU 8 JANVIER 2018 (TRAVAIL – RUD 06)

PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE de Monsieur Patrick MADDALONE, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre de ses compétences propres déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail, du code rural et du code de l'action sociale et des familles.

**LE DIRECTEUR RÉGIONAL DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI
DE PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR**

VU le code du travail, notamment les articles R. 8122-1 et R. 8122-2 du code du travail ;

VU le livre VII du code rural et de la pêche maritime ;

VU le livre III du code de l'éducation ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ;

VU l'arrêté interministériel du 2 novembre 2017 portant nomination de M. Patrick MADDALONE, directeur du travail, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

VU la décision du 25 septembre 2017 portant délégation de signature aux responsables des unités départementales sur le champ du travail ;

DECIDE

Article 1^{er} : A compter du 10 janvier 2018, délégation de signature est donnée à Monsieur François DELEMOITE, Responsable de l'Unité Départementale des Alpes-Maritimes, à effet de signer, dans le ressort de son unité départementale, les décisions, actes administratifs, avis et correspondances relevant des compétences propres du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les domaines ci-après :

DIRECCTE-PACA

R93-2018-01-08-005

Décision délégation de signature du DIRECCTE - pouvoirs
propres-code du Travail au RUD 06

| NATURE DU POUVOIR | Texte |
|---|--|
| DISCRIMINATIONS - Décision d'opposition au plan pour l'égalité professionnelle | Code du travail L. 1143-3 |
| RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE ➤ Licenciement pour motif économique. - Avis sur la procédure et observations relatives aux mesures sociales pour les procédures ouvertes par les entreprises non soumises à l'obligation d'établir un PSE - Proposition pour compléter ou modifier le plan de sauvegarde de l'emploi - Décision de validation de l'accord collectif mentionné à l'article L. 1233-24-1 du code du travail - Décision d'homologation du document unilatéral de l'employeur mentionné à l'article L.1233-24-4 du Code du travail - Injonction prise sur demande formulée par le CE, les DP ou le CSE, ou, en cas de négociation d'un accord mentionné à l'article L. 1233-24-1, par les organisations syndicales représentatives de l'entreprise ➤ Autre cas de rupture - Décision d'homologation ou refus d'homologation des conventions de rupture conventionnelle - Décision de validation ou de refus de validation des accords collectifs portant rupture conventionnelle collective | Code du travail L. 1233-53 L. 1233-56 L. 1233-57 L. 1233-57-2 L. 1233-57-2 L. 1233-57-3 L. 1233-57-5 L. 1237-14 R. 1237-3 L. 1237-19-3 L. 1237-19-4 |
| CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE ET CONTRAT DE TRAVAIL TEMPORAIRE - Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à l'interdiction de conclure un contrat de travail à durée déterminée pour effectuer certains travaux dangereux - Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à l'interdiction de recourir au travail temporaire pour effectuer certains travaux dangereux - Décisions autorisant ou refusant d'autoriser, ou retirant une décision d'autorisation d'employer des salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée ou des salariés temporaires pour accomplir des travaux exposant à certains agents chimiques dangereux | Code du travail L. 1242-6 L. 1251-10 L. 4154-1, |
| GROUPEMENT D'EMPLOYEURS - Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeur n'entrant pas dans le champ d'une même convention collective | Code du travail L. 1253-17 |

| NATURE DU POUVOIR | Texte |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Décision accordant, refusant d'accorder ou retirant l'agrément d'un groupement d'employeurs pour le remplacement de chefs d'exploitation agricole ou d'entreprises artisanales, industrielles ou commerciales ou de personnes physiques exerçant une profession libérale - Demande au groupement d'employeur de choisir une autre convention collective | <p>R. 1253-22 R. 1253-27</p> <p>R. 1253-26</p> |
| <p>EXERCICE DU DROIT SYNDICAL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de délégué syndical - Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de représentant de section syndicale <p>MESURE DE L'AUDIENCE DE LA REPRESENTATIVITE SYNDICALE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Traitement des recours gracieux sur les listes électorales | <p>Code du travail</p> <p>L. 2143-11 et R. 2143-6</p> <p>L. 2142-1-2, L. 2143-11 et R. 2143-6</p> <p>R. 2122-21, R. 2122-23</p> |
| <p>INSTITUTIONS REPRESENTATIVES DU PERSONNEL</p> <p>➤ Délégués du personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décision imposant l'élection de délégués de site et, en l'absence d'accord, fixant les modalités électorales - Décision de répartition du personnel dans les collèges électoraux et de répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel - Reconnaissance du caractère d'établissement distinct ou de la perte de la qualité d'établissement distinct <p>➤ Comité d'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reconnaissance du caractère d'établissement distinct ou de la perte de la qualité d'établissement distinct - Répartition du personnel dans les collèges électoraux et répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel - Surveillance de la dévolution des biens du Comité d'Entreprise en cas de cessation définitive <p>➤ Comité central d'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'établissements distincts et répartition des sièges entre les différents établissements et les différentes catégories | <p>Code du travail</p> <p>L. 2312-5</p> <p>L. 2314-11</p> <p>L. 2314-31</p> <p>L. 2322-5</p> <p>L. 2324-13</p> <p>R. 2323-39</p> <p>L. 2327-7</p> |

| NATURE DU POUVOIR | Texte |
|---|---|
| <p>➤ Comité d'entreprise européen</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décision accordant ou refusant l'autorisation de suppression du comité d'entreprise européen <p>➤ Comité de groupe</p> <ul style="list-style-type: none"> - Répartition des sièges entre les élus du ou des collèges électoraux - Désignation du remplaçant d'un représentant du personnel ayant cessé ses fonctions <p>➤ Comité Social et Economique (CSE)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décision de répartition du personnel et des sièges entre les collèges électoraux - Nombre et périmètre des établissements distincts du CSE <p>➤ Comité Social et Economique (CSE) au niveau de l'Unité Economique et Sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre et périmètre des établissements distincts du Comité Social et Economique au niveau de l'unité économique et sociale | <p>L. 2345-1</p> <p>L. 2333-4</p> <p>L. 2333-6</p> <p>L. 2314-13 nouveau</p> <p>L. 2313-5 nouveau</p> <p>L.3213-8 nouveau</p> |
| <p>REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avis au préfet sur la nomination des membres des commissions de conciliation | <p>Code du travail</p> <p>R. 2522-14</p> |
| <p>DUREE DU TRAVAIL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue de travail. - Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne du travail de 44 h calculée sur 12 semaines consécutives prévue à l'article L. 3121-23 concernant une entreprise. - Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne du travail de 46h prévue aux articles L. 3121-23 et L. 3121-24 concernant un secteur d'activité au niveau local ou départemental. - Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée moyenne maximale du travail prévue à l'article L. 3121-23 et L. 3121-24 à une entreprise en cas de situation exceptionnelle. - Décision accordant ou refusant d'accorder une autorisation de dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail dans le secteur agricole. | <p>Code du travail</p> <p>L. 3121-21</p> <p>L. 3121-24,</p> <p>L. 3121-25,</p> <p>R. 3121-16</p> <p>code rural et de la pêche maritime L. 713-13 du</p> |

| NATURE DU POUVOIR | Texte |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Décision de suspension pour des établissements spécialement déterminés, de la faculté de récupération des heures perdues suite à une interruption collective du travail, en cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une profession. | Code du travail R. 3121-32 |
| COMMISSION PARITAIRE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL <ul style="list-style-type: none"> - Décision de nomination des représentants titulaires et suppléants, à la commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail mentionnée à l'article L. 717-7. | Code rural et de la pêche maritime D. 717-76 |
| CONGES PAYES <ul style="list-style-type: none"> - Désignation des membres des commissions instituées auprès des caisses de congés payés du BTP | Code du travail D. 3141-35 |
| REMUNERATION MENSUELLE MINIMALE <ul style="list-style-type: none"> - Allocation complémentaire ; Proposition de versement direct aux salariés de la part de l'Etat | Code du travail R.3232-6 |
| ACCORDS D'INTERESSEMENT OU DE PARTICIPATION ET REGLEMENT D'UN PLAN D'EPARGNE SALARIALE <ul style="list-style-type: none"> ➤ Accusé de réception des dépôts - des accords d'intéressement - des accords de participation - des plans d'épargne salariale et de leurs règlements ➤ Contrôle lors du dépôt - Demande de retrait ou de modification de dispositions illégales | Code du travail L. 3313-3, L. 3345-1, D. 3313-4, D. 3345-5 L. 3323-4, L. 3345-1, D. 3323-7, D. 3345-5 L. 3332-9, L. 3345-1, R. 3332-6, D. 3345-5 L. 3345-2 |
| EGALITE PROFESSIONNELLE Femmes / Hommes <ul style="list-style-type: none"> ➤ Rescrit accord et plan d'action - Décision, sur demande d'un employeur, de l'appréciation de la conformité ou de la non-conformité d'un accord ou d'un plan d'action aux dispositions de l'article L.2242-8 | Code du travail L. 2242-9 |

| NATURE DU POUVOIR | Texte |
|--|--|
| <p>RECOURS GRACIEUX SUR LES LISTES ELECTORALES RELATIVES AU SCRUTIN CONCERNANT LES ENTREPRISES DE MOINS DE ONZE SALARIES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décision prise sur recours gracieux en matière d'inscription sur la liste électorale du scrutin de mesure de la représentativité des entreprises de moins de onze salariés, déposés à l'unité départementale | <p>Code du travail</p> <p>R. 2122-23</p> |
| <p>HYGIENE ET SECURITE</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Local dédié à l'allaitement - Décisions d'autorisation ou de refus de dépasser provisoirement le nombre maximal d'enfants pouvant être accueillis dans un même local ➤ Aménagement des lieux et postes de travail - Décision accordant ou refusant une dispense d'application de certaines dispositions du code du travail en matière de conception des lieux de travail relatives au risque d'incendie, d'explosion et évacuation - Décision accordant ou refusant une dispense d'application de certaines dispositions du code du travail en matière d'utilisation des lieux de travail relatives au risque d'incendie, d'explosion et évacuation ➤ Prévention des risques liés à certaines opérations - Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation aux dispositions des articles R.4533-2 à R. 4533-4 du code du travail ➤ Travaux insalubres ou salissants - Décision accordant ou refusant une dispense à l'obligation de mettre à disposition du personnel des douches journalières lorsque les travaux visés s'effectuent en appareil clos ➤ Risques particuliers dans les établissements pyrotechniques - Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité - Demande de transmission des compléments d'information - Demande d'essais complémentaires par un organisme compétent nécessaires à l'appréciation des risques éventuels et de l'efficacité des moyens de protection - Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation aux articles R 4462-10, R 4462-13, R 4462-17 à 21, R 4462-32 du Code du travail - Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation en cas d'incompatibilité entre les dispositions du Code du travail et les exigences fixées par d'autres réglementations en vue de la mise en œuvre d'impératifs de sécurité et que l'on peut obtenir un niveau de sécurité des travailleurs le plus élevé possible par l'application de mesures compensatoires | <p>Code du travail</p> <p>R. 4152-17</p> <p>R. 4216-32</p> <p>R. 4227-55</p> <p>R. 4533-6 R. 4533-7</p> <p>L. 4221-1 article 3 arrêté du 23 juillet 1947 modifié</p> <p>R. 4462-30</p> <p>R. 4462-30</p> <p>R. 4462-30</p> <p>R. 4462-36</p> <p>R. 4462-36</p> |

| NATURE DU POUVOIR | Texte |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique - Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité et décision de prolongation du délai d'instruction - Décision demandant au maître d'ouvrage d'effectuer ou faire effectuer les essais ou travaux complémentaires à l'appréciation des risques et de l'efficacité des mesures ou moyens de protection envisagés ➤ Mises en demeure sur les principes généraux de prévention et obligation générale de santé et sécurité ➤ Dispositions pénales : Avis au tribunal sur le plan de réalisation des mesures propres à rétablir des conditions normales de santé et de sécurité au travail ➤ Autorisation ou refus d'autoriser le dépassement des valeurs limites d'exposition aux champs électromagnétiques pour l'utilisation d'IRM à des fins médicales. | <p>Article 8 décret n°2005-1325 du 26 octobre 2005</p> <p>L. 4721-1</p> <p>L. 4741-11</p> <p>R. 4453-31</p> |
| <p>TRAVAILLEURS SAISONNIERS AGRICOLES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décision de dérogation collective aux règles d'hébergement des travailleurs saisonniers agricoles | <p>Code rural et de la pêche maritime</p> <p>R.716-16-1</p> |
| <p>TRAVAILLEURS HANDICAPES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proposition de désignation de deux représentants des organisations syndicales à la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées | <p>Code de l'action sociale et des familles</p> <p>R. 241-24</p> |
| <p>INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS INVOLONTAIREMENT PRIVES D'EMPLOI</p> <ul style="list-style-type: none"> - Détermination du salaire de référence pour les travailleurs migrants - Décision déterminant les périodes d'arrêts saisonniers de travail par suite d'intempéries pour les entreprises du BTP | <p>Code du travail</p> <p>R. 5422-3</p> <p>L. 5424-7</p> |
| <p>CONTRAT D'APPRENTISSAGE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décision de suspension du contrat d'apprentissage avec maintien de la rémunération - Décision autorisant ou refusant d'autoriser la reprise du contrat d'apprentissage - Interdiction, pour une durée déterminée, de recrutement de nouveaux apprentis ou de jeunes en contrat d'insertion en alternance - Décision mettant fin ou refusant de mettre fin à l'interdiction de recruter de nouveaux apprentis et fin de l'interdiction | <p>Code du travail</p> <p>R. 6225-9</p> <p>L. 6225-5</p> <p>L. 6225-6</p> <p>R. 6225-11</p> |

| NATURE DU POUVOIR | Texte |
|---|--|
| <p>JEUNES TRAVAILLEURS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décision de suspension ou de refus de suspension du contrat de travail ou de la convention de stage d'un jeune travailleur - Décision de reprise ou refus de reprise du contrat de travail ou de la convention de stage du jeune travailleur - Décision d'interdiction de recruter ou d'accueillir des jeunes travailleurs. | <p>Code du travail</p> <p>L. 4733-8</p> <p>L. 4733-9</p> <p>L. 4733-10</p> |
| <p>FORMATION PROFESSIONNELLE</p> <p>➤ Contrat de professionnalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décision de retrait de l'exonération des cotisations sociales <p>➤ Titre professionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désignation du jury du titre professionnel - Délivrance du titre professionnel, des certificats de compétence professionnelle et certificats complémentaires | <p>Code du travail</p> <p>R. 6323-20</p> <p>Code de l'éducation</p> <p>R. 338-6</p> <p>R.338-7</p> |
| <p>DEPÔT DES COMPTES ANNUELS DES SYNDICATS PROFESSIONNELS DE SALARIES OU D'EMPLOYEURS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépôt des comptes des organisations syndicales et professionnelles dont les ressources sont inférieures à 230 000 euros | <p>Code du travail</p> <p>L. 2135-5</p> |
| <p>TRAVAIL A DOMICILE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demande de vérification de la comptabilité du donneur d'ouvrage - Avis au Préfet sur la composition de la commission départementale compétente pour donner un avis sur les temps d'exécution | <p>Code du travail</p> <p>R.7413.2</p> <p>R.7422-2</p> |
| <p>CONTRIBUTION SPECIALE POUR EMPLOI D'ETRANGER SANS TITRE DE TRAVAIL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Engagement de la procédure préalable à la décision de l'OFII et avis sur la possibilité de faire application de la règle de Solidarité financière du donneur d'ordre | <p>Code du travail</p> <p>D. 8254-7</p> <p>D. 8254-11</p> |
| <p>INSPECTION DU TRAVAIL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Instruction des rapports des sanctions administratives prévues à l'article L. 8115-1 du code du travail, mise en œuvre de la procédure contradictoire. | <p>Code du travail</p> <p>L.8115-5 alinéa 1</p> <p>R. 8115-10</p> |

| NATURE DU POUVOIR | Texte |
|---|--|
| - Instruction des rapports des sanctions administratives relatifs aux manquements aux articles L. 124-8, L. 124-14 et L. 124-9 1 ^{er} alinéa du code de l'éducation. Mise en œuvre de la procédure contradictoire. | Code du travail R. 8115-2, R. 8115-6 |
| - Instruction des rapports des sanctions administratives prévues à l'article L. 1325-1 du code des transports, mise en œuvre de la procédure contradictoire. | Code du travail L.8115-5 alinéa 1 R. 8115-10 |
| - Instruction des rapports des sanctions administratives prévues aux articles L. 1264-1 et L.1264-2 du code du travail et R.1331-11 du code des transports. Mise en œuvre de la procédure contradictoire. | Code du travail R. 8115-2 |
| - Instruction des rapports des sanctions administratives prévues à l'article L. 1263-6 du code du travail relatives au non-respect de la décision administrative de suspension temporaire de la réalisation de la prestation de service. Mise en œuvre de la procédure contradictoire | Code du travail R. 8115-2 |
| - Décision de suspension temporaire de la réalisation de la prestation de service internationale pour des faits prévus aux articles L.1263-3 et L.1263-4-1 du code du travail | Code du travail L. 1263-4, L. 1263-4-1 R. 1263-11-3 R. 1263-11-4 R. 1263-11-5 R. 1263-11-6 |
| - Instruction des rapports relatifs à la sanction administrative prévue à l'article L. 8291-2 du code du travail (carte d'identification professionnelle des salariés du Bâtiment et des Travaux publics). Mise en œuvre de la procédure contradictoire. | Code du travail L.8291-2 alinéa 1 R. 8115-2 R. 8115-7 R. 8115-8 |
| TRANSACTION PENALE Mise en œuvre de la transaction pénale | Code du travail L. 8114-4 |

Article 2 : Monsieur François DELEMOTTE, Responsable de l'Unité Départementale des Alpes-Maritimes, peut donner délégation aux agents placés sous son autorité à effet de signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation. Ces subdélégations seront portées à la connaissance du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE)

Articles 3 : La décision du 25 septembre 2017 (publiée au RAA du 26 septembre 2017) est abrogée.

Article 4 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région et prendra effet lors de sa parution au RAA.

Article 5 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, (DIRECCTE) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et son délégué ci-dessus, désigné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera affichée et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 8 janvier 2018

Le directeur régional des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi, par intérim,



Patrick MADDALONE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail

Décision portant subdélégation de signature

N°2018-621

Direction régionale des Entreprises, de la
Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi - PACA
Unité départementale des Alpes-Maritimes

direction

☎ : 04 93 72 76 39

☎ : 04 93 63 66 90

M@il :

paca-ud6.direction@direccte.gouv.fr

Le Directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, responsable de l'unité départementale des Alpes-Maritimes de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions ;

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de Préfet des Alpes-Maritimes (hors classe) ;

Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié, relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles conférant au préfet une compétence de droit commun pour prendre les décisions précitées ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par les décrets n° 2008-158 du 22 février 2008 et n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juillet 2016 nommant M. François DELEMOTTE sur l'emploi de responsable de l'unité départementale des Alpes-Maritimes à la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2016 n°2016-878 donnant délégation à M. François DELEMOTTE, Directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, responsable de l'unité départementale des Alpes-Maritimes, dans les matières et pour les actes listés dans l'arrêté précité,

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)
455 Promenade des Anglais - Porte de l'Arénas - CS 43311 - 06206 NICE CEDEX 3 - Standard : 04 93 72 76 00

Travail Info Service : 0 821 347 347 (0,12 € TTC/min)

www.travail-solidarite.gouv.fr - www.economie.gouv.fr

DECIDE

Article 1^{er} : Subdélégation est donnée, en cas d'absence ou d'empêchement de M. François DELEMOTTE, pour l'ensemble des attributions et compétences définies dans l'arrêté n°2016-878 à :

- M. Claude GHIGO, Directeur du travail, Directeur délégué
- Mme Sylvie FEIGNON, Directrice du travail

Article 2: Subdélégation de signature (et de signatures électroniques le cas échéant) est également donnée, pour les questions ressortissant de leurs attributions à :

- M. Claude GHIGO, Directeur du travail, Directeur délégué
- Mme Sylvie FEIGNON, Directrice du travail
- Mme Mireille CROVILLE, Directrice adjointe
- M. Gérard FUSARI, Directeur adjoint
- M. Emmanuel DEFRASNE, responsable du service FNE
- Mme Myriam DIDIER, responsable du service «insertion par l'activité économique»
- Mme Claude-Lise TREMOLIERES, responsable du service «services à la personne, économie sociale et solidaire et politique du titre»

Article 3 : Copie de la présente décision qui remplace la décision n° 2017-180 du 13 février 2017 est adressée à M. le Préfet des Alpes-Maritimes.

Fait à NICE, le 17 septembre 2018

Le directeur régional adjoint
responsable de l'unité départementale
des Alpes-Maritimes


François DELEMOTTE



PREFET DES ALPES-MARITIMES

Nice, le 7 SEP. 2018

Office National des Forêts
Agence Territoriale
Alpes-Maritimes/Var

Arrêté préfectoral portant application/distraction du régime forestier

DDTM/SEAFEN/PFEN-AP n° 2018-150

Le préfet des Alpes-Maritimes,

VU le code forestier, notamment en ses articles L 211.1, L 214.3 et R 214.8,

CONSIDERANT la délibération du 7 Avril 2018 du conseil municipal de la commune de Tende

CONSIDERANT l'avis du directeur de l'agence territoriale Alpes-Maritimes Var de l'office national des forêts,

CONSIDERANT le plan des lieux

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1 : L'application du régime forestier sur les parcelles de terrain situées sur la commune de Tende et appartenant à la commune de Tende, désignées dans le tableau ci-joint pour une surface totale de 11 517 ha 77 a 77 ca.

Article 2 : Tous les arrêtés préfectoraux concernant l'application du régime forestier antérieurs au présent arrêté sont abrogés.

Article 3 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours auprès du tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de la commune de Tende, le directeur territorial de l'office national des forêts, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune de Tende et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pour le préfet et par délégation

Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer
des Alpes-Maritimes

Serge CASTEL

FORET COMMUNALE DE TENDE

Liste des parcelles cadastrales relevant du régime forestier sur le territoire communal de Tende et appartenant à la commune de Tende.

| SECTION | N° PLAN | LIEU-DIT | CONTENANCE m2 |
|---------|---------|--------------|---------------|
| AB | 1 | GIAURA | 93259 |
| AB | 2 | GIAURA | 24954 |
| AB | 5 | GIAURA | 27286 |
| AB | 6 | GIAURA | 22261 |
| AB | 7 | GIAURA | 536535 |
| AB | 8 | GIAURA | 17256 |
| AB | 10 | GIAURA | 3333 |
| AB | 11 | GIAURA | 1590 |
| AC | 3 | GIAS PASTORI | 364787 |
| AC | 8 | GIAS PASTORI | 186112 |
| AC | 14 | GIAS PASTORI | 270 |
| AD | 1 | CARAMAGNA | 72913 |
| AD | 3 | CARAMAGNA | 5614 |
| AD | 4 | CARAMAGNA | 6776 |
| AD | 6 | CARAMAGNA | 13672 |
| AD | 7 | CARAMAGNA | 184 |
| AD | 8 | CARAMAGNA | 6894 |
| AD | 14 | CARAMAGNA | 2517 |
| AD | 15 | CARAMAGNA | 9556 |
| AD | 16 | CARAMAGNA | 77 |
| AD | 17 | CARAMAGNA | 1732 |
| AD | 18 | CARAMAGNA | 3123 |
| AD | 19 | CARAMAGNA | 5295 |
| AD | 20 | CARAMAGNA | 917 |
| AD | 27 | CARAMAGNA | 1515 |
| AD | 28 | CARAMAGNA | 6619 |
| AD | 33 | CARAMAGNA | 1545 |
| AD | 35 | CARAMAGNA | 3813 |
| AD | 36 | CARAMAGNA | 1590 |
| AD | 38 | CARAMAGNA | 652 |
| AD | 39 | CARAMAGNA | 1151 |
| AD | 40 | CARAMAGNA | 3087 |
| AD | 41 | CARAMAGNA | 4345 |
| AD | 42 | CARAMAGNA | 11380 |
| AD | 43 | CARAMAGNA | 4448 |
| AD | 44 | CARAMAGNA | 8450 |
| AD | 45 | CARAMAGNA | 6174 |
| AD | 46 | CARAMAGNA | 27 |
| AD | 53 | CARAMAGNA | 136303 |
| AD | 75 | CARAMAGNA | 16562 |
| AD | 77 | CARAMAGNA | 8158 |
| AD | 80 | CARAMAGNA | 12416 |
| AD | 81 | CARAMAGNA | 189 |
| AD | 84 | CARAMAGNA | 36 |
| AD | 87 | CARAMAGNA | 7185 |
| AD | 93 | CARAMAGNA | 29289 |
| AD | 94 | CARAMAGNA | 23129 |
| AD | 100 | CARAMAGNA | 3208 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|-----|-------------------|---------|
| AD | 150 | CARAMAGNA | 81463 |
| AD | 151 | CARAMAGNA | 113120 |
| AE | 1 | PONT DE CARAMAGNA | 100602 |
| AE | 45 | PONT DE CARAMAGNA | 449 |
| AE | 46 | PONT DE CARAMAGNA | 433 |
| AE | 48 | PONT DE CARAMAGNA | 499 |
| AE | 83 | PONT DE CARAMAGNA | 43295 |
| AE | 86 | PONT DE CARAMAGNA | 78018 |
| AE | 87 | PONT DE CARAMAGNA | 15400 |
| AE | 89p | PONT DE CARAMAGNA | 642716 |
| AE | 90 | PONT DE CARAMAGNA | 3380 |
| AE | 93 | PONT DE CARAMAGNA | 151809 |
| AE | 95 | PONT DE CARAMAGNA | 10420 |
| AE | 97 | PONT DE CARAMAGNA | 12741 |
| AE | 105 | PONT DE CARAMAGNA | 140 |
| AH | 16 | VIORENCO DEVEGLIO | 95996 |
| AH | 61 | VIORENCO DEVEGLIO | 13651 |
| AH | 68 | VIORENCO DEVEGLIO | 11444 |
| AH | 76 | VIORENCO DEVEGLIO | 153176 |
| AH | 95 | VIORENCO DEVEGLIO | 16705 |
| AH | 153 | VIORENCO DEVEGLIO | 5420 |
| AH | 154 | VIORENCO DEVEGLIO | 457805 |
| AH | 156 | VIORENCO DEVEGLIO | 890 |
| AI | 1 | VIEVOLA | 94975 |
| AI | 2 | VIEVOLA | 89185 |
| AI | 14 | VIEVOLA | 9398 |
| AI | 46 | VIEVOLA | 17317 |
| AI | 69 | VIEVOLA | 41383 |
| AI | 88 | VIEVOLA | 12634 |
| AI | 92 | VIEVOLA | 11228 |
| AI | 104 | VIEVOLA | 82554 |
| AI | 112 | VIEVOLA | 8019 |
| AI | 149 | VIEVOLA | 12113 |
| AI | 150 | VIEVOLA | 13418 |
| AI | 151 | VIEVOLA | 3023 |
| AK | 1 | SCABRIA CIAGIORE | 105183 |
| AK | 2 | SCABRIA CIAGIORE | 1082210 |
| AK | 3 | SCABRIA CIAGIORE | 632220 |
| AK | 7 | SCABRIA CIAGIORE | 739445 |
| AK | 9 | SCABRIA CIAGIORE | 680088 |
| AK | 10 | SCABRIA CIAGIORE | 20492 |
| AK | 11 | SCABRIA CIAGIORE | 5659 |
| AL | 1 | BRANEGO DENTE | 15748 |
| AL | 19 | BRANEGO DENTE | 113635 |
| AL | 25 | BRANEGO DENTE | 23792 |
| AL | 31 | BRANEGO DENTE | 303222 |
| AL | 37 | BRANEGO DENTE | 23013 |
| AL | 51 | BRANEGO DENTE | 6460 |
| AL | 52 | BRANEGO DENTE | 9002 |
| AL | 62 | BRANEGO DENTE | 16901 |
| AL | 79 | BRANEGO DENTE | 275290 |
| AL | 80 | BRANEGO DENTE | 14341 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|-----|-------------|--------|
| AM | 6 | AGAISEO | 308423 |
| AM | 22 | AGAISEO | 344897 |
| AM | 23 | AGAISEO | 27620 |
| AM | 57 | AGAISEO | 27541 |
| AN | 1 | MONT COURT | 641507 |
| AN | 4 | MONT COURT | 236927 |
| AN | 5 | MONT COURT | 155120 |
| AO | 1 | PINEI | 78497 |
| AO | 4 | PINEI | 403802 |
| AO | 5 | PINEI | 29172 |
| AO | 6 | PINEI | 105543 |
| AP | 1 | LAMENTARGHE | 51998 |
| AP | 3 | LAMENTARGHE | 1220 |
| AP | 6 | LAMENTARGHE | 291956 |
| AP | 19 | LAMENTARGHE | 83729 |
| AP | 21 | LAMENTARGHE | 29335 |
| AP | 26 | LAMENTARGHE | 45306 |
| AP | 37 | LAMENTARGHE | 160887 |
| AP | 43 | LAMENTARGHE | 9169 |
| AR | 1 | TABORDA | 93048 |
| AR | 2 | TABORDA | 15981 |
| AR | 3 | TABORDA | 1530 |
| AR | 4 | TABORDA | 68490 |
| AR | 5 | TABORDA | 158223 |
| AR | 6 | TABORDA | 82283 |
| AR | 55 | TABORDA | 7313 |
| AR | 57 | TABORDA | 4266 |
| AR | 64 | TABORDA | 72175 |
| AR | 65 | TABORDA | 71036 |
| AS | 1 | LA PIA RUEO | 114459 |
| AS | 4 | LA PIA RUEO | 37800 |
| AS | 18 | LA PIA RUEO | 238085 |
| AS | 41 | LA PIA RUEO | 169123 |
| AS | 96p | LA PIA RUEO | 27485 |
| AS | 97 | LA PIA RUEO | 239395 |
| AT | 1 | STORZE | 68602 |
| AT | 2 | STORZE | 95412 |
| AT | 4 | STORZE | 137824 |
| AT | 28 | STORZE | 11363 |
| AT | 121 | STORZE | 23619 |
| AV | 71 | BARUN | 7663 |
| AW | 1 | ARIMONDA | 238570 |
| AW | 24 | ARIMONDA | 120852 |
| AW | 39 | ARIMONDA | 12120 |
| AW | 53 | ARIMONDA | 68161 |
| AW | 63 | ARIMONDA | 195900 |
| AW | 81 | ARIMONDA | 158416 |
| AX | 23 | CANARESSE | 27321 |
| AX | 41 | CANARESSE | 34489 |
| AX | 47 | CANARESSE | 8302 |
| AX | 89 | CANARESSE | 112157 |
| AX | 143 | CANARESSE | 103450 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|------|-----------------|--------|
| AX | 160 | CANARESSE | 18673 |
| AX | 169 | CANARESSE | 10060 |
| AX | 217p | CANARESSE | 68126 |
| AY | 1 | LUBE | 13452 |
| AY | 2 | LUBE | 26173 |
| AY | 23 | LUBE | 3191 |
| AY | 29 | LUBE | 120230 |
| AY | 30 | LUBE | 274310 |
| AY | 39 | LUBE | 235402 |
| AY | 40 | LUBE | 594 |
| AZ | 1 | MAIMA | 745312 |
| AZ | 6 | MAIMA | 160391 |
| BC | 12 | LABERA | 60577 |
| BC | 53 | LABERA | 1194 |
| BC | 120 | LABERA | 298101 |
| BC | 177p | LABERA | 179438 |
| BD | 90 | CAGNORINA ISOLA | 265600 |
| BD | 158 | CAGNORINA ISOLA | 105 |
| BD | 232 | CAGNORINA ISOLA | 855 |
| BE | 148 | CAMPILEGGIO | 5099 |
| BE | 149 | CAMPILEGGIO | 1639 |
| BE | 179 | CAMPILEGGIO | 6353 |
| BE | 188 | CAMPILEGGIO | 45718 |
| BI | 4 | CIAGGIE | 14394 |
| BI | 12 | CIAGGIE | 21517 |
| BI | 20 | CIAGGIE | 17397 |
| BI | 42 | CIAGGIE | 4583 |
| BI | 96 | CIAGGIE | 9980 |
| BI | 176p | CIAGGIE | 110346 |
| BK | 44 | LUBAIRA | 49295 |
| BK | 45 | LUBAIRA | 108809 |
| BK | 93 | LUBAIRA | 3070 |
| BK | 98p | LUBAIRA | 145625 |
| BK | 99 | LUBAIRA | 75063 |
| BL | 18 | SAGGE | 71301 |
| BL | 33p | SAGGE | 449 |
| BL | 34 | SAGGE | 1023 |
| BL | 36 | SAGGE | 16840 |
| BL | 37 | SAGGE | 32078 |
| BL | 180 | SAGGE | 124231 |
| BN | 166 | AVRAIRE | 401959 |
| BO | 1 | FOCCE | 73474 |
| BO | 137 | FOCCE | 73884 |
| BO | 187 | FOCCE | 1896 |
| BO | 199 | FOCCE | 729 |
| BO | 426 | FOCCE | 9709 |
| BO | 427 | FOCCE | 238169 |
| BO | 428 | FOCCE | 13151 |
| BP | 120 | PAGANIN | 9686 |
| BP | 154 | PAGANIN | 10815 |
| BP | 217 | PAGANIN | 28699 |
| BP | 289 | PAGANIN | 96990 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|-----|---------|--------|
| BP | 306 | PAGANIN | 9924 |
| BP | 341 | PAGANIN | 11905 |
| BP | 342 | PAGANIN | 11004 |
| BP | 343 | PAGANIN | 33562 |
| BR | 14 | PAGANIN | 7982 |
| BR | 226 | PAGANIN | 1517 |
| BR | 283 | PAGANIN | 200 |
| BR | 284 | PAGANIN | 158 |
| BR | 285 | PAGANIN | 1045 |
| BR | 286 | PAGANIN | 8 |
| BR | 287 | PAGANIN | 9523 |
| BS | 8 | GRANILE | 851 |
| BS | 590 | GRANILE | 33405 |
| BS | 591 | GRANILE | 2717 |
| BT | 1 | VALERA | 819996 |
| BT | 2 | VALERA | 22145 |
| BV | 28 | GAVORON | 1605 |
| BV | 33 | GAVORON | 5798 |
| BV | 40 | GAVORON | 203658 |
| BV | 41 | GAVORON | 469205 |
| BV | 66 | GAVORON | 2913 |
| BV | 114 | GAVORON | 23405 |
| BV | 115 | GAVORON | 22116 |
| BV | 175 | GAVORON | 651 |
| BV | 177 | GAVORON | 32463 |
| BV | 189 | GAVORON | 105841 |
| BV | 204 | GAVORON | 58920 |
| BW | 48 | BIOGNA | 649 |
| BW | 94 | BIOGNA | 166799 |
| BW | 157 | BIOGNA | 285724 |
| BW | 158 | BIOGNA | 127386 |
| BX | 20 | PISANE | 112142 |
| BX | 21 | PISANE | 59614 |
| BX | 101 | PISANE | 7654 |
| BY | 12 | SPEGI | 398823 |
| BY | 46 | SPEGI | 353 |
| BY | 47 | SPEGI | 44795 |
| BY | 60 | SPEGI | 13095 |
| BY | 69 | SPEGI | 33702 |
| BY | 118 | SPEGI | 5350 |
| BY | 119 | SPEGI | 41845 |
| BY | 120 | SPEGI | 54570 |
| BY | 122 | SPEGI | 16266 |
| BY | 123 | SPEGI | 5117 |
| BY | 124 | SPEGI | 6626 |
| BY | 125 | SPEGI | 302 |
| BY | 127 | SPEGI | 5229 |
| BY | 130 | SPEGI | 206020 |
| BZ | 16 | GUARRE | 4623 |
| BZ | 17 | GUARRE | 59059 |
| BZ | 19 | GUARRE | 51296 |
| BZ | 22 | GUARRE | 1826 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|------|---------------|--------|
| BZ | 27 | GUARRE | 413 |
| BZ | 29 | GUARRE | 162167 |
| BZ | 40 | GUARRE | 7948 |
| BZ | 43 | GUARRE | 5207 |
| BZ | 49 | GUARRE | 141 |
| BZ | 65 | GUARRE | 9114 |
| BZ | 75 | GUARRE | 12375 |
| BZ | 77 | GUARRE | 24878 |
| BZ | 93 | GUARRE | 4596 |
| BZ | 97 | GUARRE | 55872 |
| BZ | 103 | GUARRE | 29086 |
| BZ | 121 | GUARRE | 4673 |
| CD | 9 | CIANTE FEMALE | 66681 |
| CD | 10p | CIANTE FEMALE | 164238 |
| CD | 15 | CIANTE FEMALE | 711 |
| CD | 16 | CIANTE FEMALE | 673 |
| CD | 22p | CIANTE FEMALE | 77995 |
| CD | 77 | CIANTE FEMALE | 513 |
| CD | 131 | CIANTE FEMALE | 356 |
| CD | 165p | CIANTE FEMALE | 27940 |
| CD | 169 | CIANTE FEMALE | 19963 |
| CD | 170 | CIANTE FEMALE | 9352 |
| CE | 1 | CELESTRERA | 68985 |
| CE | 11 | CELESTRERA | 133548 |
| CE | 67 | CELESTRERA | 2205 |
| CE | 79 | CELESTRERA | 26761 |
| CE | 85 | CELESTRERA | 3039 |
| CE | 157 | CELESTRERA | 26970 |
| CH | 1 | PRIO | 17435 |
| CH | 6 | PRIO | 65551 |
| CH | 9 | PRIO | 133578 |
| CH | 14 | PRIO | 317535 |
| CI | 1 | RIO PRIO | 148085 |
| CI | 2 | RIO PRIO | 512375 |
| CI | 3 | RIO PRIO | 153486 |
| CI | 20p | RIO PRIO | 377701 |
| CK | 7p | RIO PRIO | 17993 |
| CK | 148 | RIO PRIO | 5908 |
| CK | 195 | RIO PRIO | 275 |
| CK | 218 | RIO PRIO | 13078 |
| CK | 271 | RIO PRIO | 752 |
| CL | 8 | COLLA MEZZANA | 108398 |
| CL | 10 | COLLA MEZZANA | 58449 |
| CL | 14 | COLLA MEZZANA | 94958 |
| CL | 23 | COLLA MEZZANA | 308124 |
| CL | 27 | COLLA MEZZANA | 11404 |
| CL | 38 | COLLA MEZZANA | 105215 |
| CM | 2 | VALLAIRE | 728621 |
| CM | 5 | VALLAIRE | 174528 |
| CM | 7 | VALLAIRE | 45884 |
| CM | 31 | VALLAIRE | 10515 |
| CM | 34 | VALLAIRE | 9157 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|------|--------------------|---------|
| CN | 9 | MAIRISE | 79003 |
| CN | 16 | MAIRISE | 18045 |
| CN | 18 | MAIRISE | 228353 |
| CN | 44 | MAIRISE | 78662 |
| CN | 63 | MAIRISE | 103480 |
| CO | 35 | CONVENTI | 4751 |
| CO | 164 | CONVENTI | 125553 |
| CO | 182 | CONVENTI | 38020 |
| CO | 197p | CONVENTI | 12427 |
| CO | 198 | CONVENTI | 30768 |
| CO | 200 | CONVENTI | 968 |
| CO | 202 | CONVENTI | 711 |
| CO | 222 | CONVENTI | 462 |
| CO | 223 | CONVENTI | 291 |
| CO | 249p | CONVENTI | 112769 |
| CO | 251 | CONVENTI | 20315 |
| CO | 285 | CONVENTI | 292 |
| CO | 288 | CONVENTI | 4908 |
| CO | 289 | CONVENTI | 3156 |
| CO | 302 | CONVENTI | 2944 |
| CP | 1 | CONVENTI SUPERIEUR | 187453 |
| CP | 2 | CONVENTI SUPERIEUR | 74895 |
| CP | 35 | CONVENTI SUPERIEUR | 179669 |
| CP | 36 | CONVENTI SUPERIEUR | 194698 |
| CP | 37 | CONVENTI SUPERIEUR | 3692 |
| CP | 43 | CONVENTI SUPERIEUR | 132925 |
| CP | 44 | CONVENTI SUPERIEUR | 744 |
| CP | 53 | CONVENTI SUPERIEUR | 1748 |
| CP | 62 | CONVENTI SUPERIEUR | 916 |
| CP | 90 | CONVENTI SUPERIEUR | 5024 |
| CP | 100 | CONVENTI SUPERIEUR | 643 |
| CP | 103 | CONVENTI SUPERIEUR | 2058 |
| CP | 104 | CONVENTI SUPERIEUR | 117360 |
| CP | 105 | CONVENTI SUPERIEUR | 59876 |
| CR | 10 | TAUPA NAUCA | 2376 |
| CR | 12 | TAUPA NAUCA | 1873630 |
| CR | 14 | TAUPA NAUCA | 1280 |
| CR | 16 | TAUPA NAUCA | 7200 |
| CR | 22 | TAUPA NAUCA | 16442 |
| CR | 26 | TAUPA NAUCA | 373808 |
| CR | 27 | TAUPA NAUCA | 3708 |
| CR | 30 | TAUPA NAUCA | 35742 |
| CS | 65 | LES MESCIE | 641660 |
| CS | 75 | LES MESCIE | 4134 |
| CS | 78 | LES MESCIE | 59301 |
| CS | 103 | LES MESCIE | 38200 |
| CS | 105 | LES MESCIE | 379 |
| CS | 150 | LES MESCIE | 9623 |
| CS | 151 | LES MESCIE | 19518 |
| CS | 153 | LES MESCIE | 55735 |
| CS | 154 | LES MESCIE | 135836 |
| CS | 156 | LES MESCIE | 75952 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|------|----------------|---------|
| CT | 22 | L AGNELIN | 660134 |
| CT | 23 | L AGNELIN | 1754799 |
| CT | 24 | L AGNELIN | 382997 |
| CV | 1 | VERGO | 389357 |
| CV | 2 | VERGO | 176442 |
| CV | 3p | VERGO | 157294 |
| CV | 4 | VERGO | 677855 |
| CW | 1 | COSCIENTE | 1643952 |
| CW | 2 | COSCIENTE | 964630 |
| CW | 3 | COSCIENTE | 10190 |
| CW | 4 | COSCIENTE | 283460 |
| CW | 5 | COSCIENTE | 175935 |
| CW | 6 | COSCIENTE | 1163412 |
| CW | 7 | COSCIENTE | 663982 |
| CX | 6 | PEIRAFICA | 21256 |
| CX | 7 | PEIRAFICA | 372 |
| CX | 8 | PEIRAFICA | 416145 |
| CX | 9 | PEIRAFICA | 415905 |
| CX | 11 | PEIRAFICA | 886062 |
| CY | 1 | CASTERINO | 30144 |
| CY | 2 | CASTERINO | 7435 |
| CY | 62 | CASTERINO | 5175 |
| CY | 63 | CASTERINO | 3020 |
| CY | 79 | CASTERINO | 2271 |
| CY | 88 | CASTERINO | 200420 |
| CY | 89 | CASTERINO | 26804 |
| CY | 97 | CASTERINO | 569676 |
| CZ | 8 | URNO | 3491 |
| CZ | 39 | URNO | 1176922 |
| CZ | 40p | URNO | 814443 |
| CZ | 41 | URNO | 77881 |
| CZ | 42 | URNO | 28386 |
| CZ | 43p | URNO | 398414 |
| CZ | 44 | URNO | 6797 |
| CZ | 45 | URNO | 18747 |
| CZ | 47 | URNO | 19126 |
| CZ | 48 | URNO | 172594 |
| CZ | 49 | URNO | 117864 |
| CZ | 50 | URNO | 128776 |
| DE | 1 | FONTANALBA | 1333826 |
| DE | 5 | FONTANALBA | 10696 |
| DE | 6 | FONTANALBA | 2390 |
| DE | 7 | FONTANALBA | 6100 |
| DE | 10 | FONTANALBA | 27340 |
| DE | 23 | FONTANALBA | 141 |
| DE | 102 | FONTANALBA | 5155 |
| DE | 127p | FONTANALBA | 998620 |
| DH | 5 | PIAN TENDASQUE | 1160234 |
| DH | 20 | PIAN TENDASQUE | 276 |
| DH | 28 | PIAN TENDASQUE | 3884 |
| DH | 30 | PIAN TENDASQUE | 3844 |
| DH | 31 | PIAN TENDASQUE | 13146 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|-----|----------------------|---------|
| DH | 49 | PIAN TENDASQUE | 1347 |
| DH | 50 | PIAN TENDASQUE | 16379 |
| DH | 57 | PIAN TENDASQUE | 13110 |
| DH | 79 | PIAN TENDASQUE | 153519 |
| DH | 84 | PIAN TENDASQUE | 3576 |
| DH | 85 | PIAN TENDASQUE | 1307 |
| DH | 95 | PIAN TENDASQUE | 7760 |
| DH | 112 | PIAN TENDASQUE | 1114 |
| DH | 113 | PIAN TENDASQUE | 418 |
| DH | 114 | PIAN TENDASQUE | 667 |
| DH | 115 | PIAN TENDASQUE | 82298 |
| DH | 116 | PIAN TENDASQUE | 1030 |
| DH | 120 | PIAN TENDASQUE | 1897 |
| DH | 121 | PIAN TENDASQUE | 8049 |
| DH | 122 | PIAN TENDASQUE | 544 |
| DH | 123 | PIAN TENDASQUE | 779 |
| DH | 153 | PIAN TENDASQUE | 797763 |
| DI | 2p | VIORE | 391647 |
| DI | 4 | VIORE | 4412 |
| DI | 5 | VIORE | 1695830 |
| DI | 6 | VIORE | 639174 |
| DI | 11 | VIORE | 290872 |
| DI | 12 | VIORE | 1062470 |
| DI | 13 | VIORE | 296220 |
| DI | 14 | VIORE | 417100 |
| DK | 1 | CARBONERE | 283608 |
| DK | 2 | CARBONERE | 229978 |
| DK | 3 | CARBONERE | 804988 |
| DK | 4 | CARBONERE | 1326854 |
| DK | 5 | CARBONERE | 211400 |
| DL | 6 | LACS LONGS | 1519150 |
| DL | 12 | LACS LONGS | 2176758 |
| DM | 2 | LACS DES MERVEILLES | 4368757 |
| DN | 2 | BEGO | 2802240 |
| DP | 2p | LAC VERT | 605372 |
| DP | 9 | LAC VERT | 822101 |
| DR | 4 | LA SELLA DE VALMASCA | 4058889 |
| DS | 1 | SANTA MARIA | 1140091 |
| DS | 2 | SANTA MARIA | 699707 |
| DS | 4 | SANTA MARIA | 1048241 |
| DS | 5 | SANTA MARIA | 12812 |
| DS | 6 | SANTA MARIA | 372694 |
| DT | 1 | PARACUERTA | 565333 |
| DT | 2 | PARACUERTA | 159020 |
| DT | 3 | PARACUERTA | 222010 |
| DT | 35 | PARACUERTA | 126132 |
| DT | 38 | PARACUERTA | 67692 |
| DT | 44 | PARACUERTA | 110240 |
| DT | 54 | PARACUERTA | 204400 |
| DT | 74p | PARACUERTA | 114217 |
| DX | 68 | PAUTAMUN CARDONE | 22191 |
| DX | 69 | PAUTAMUN CARDONE | 41944 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|-----|-----------------|---------|
| DY | 1 | VASTERA DRAGONE | 661813 |
| DY | 2 | VASTERA DRAGONE | 2110958 |
| DY | 3 | VASTERA DRAGONE | 149263 |
| DZ | 11p | VALMASCA | 1250351 |
| EH | 3p | LAC GELE | 752671 |
| EI | 2p | L AGNELLO | 1731763 |
| EI | 3 | L AGNELLO | 57882 |
| EM | 3 | GIAVIA | 134758 |
| EN | 1 | BECCO ROSSO | 1024393 |
| EN | 3 | BECCO ROSSO | 197817 |
| EN | 4 | BECCO ROSSO | 38468 |
| EN | 5 | BECCO ROSSO | 150752 |
| EN | 6 | BECCO ROSSO | 174824 |
| EN | 8 | BECCO ROSSO | 20513 |
| EO | 10p | MORGONI | 177577 |
| EO | 29 | MORGONI | 1415 |
| EO | 43 | MORGONI | 460052 |
| EO | 53p | MORGONI | 70388 |
| EO | 55 | MORGONI | 2688 |
| EP | 1 | COL DE TENDE | 20501 |
| EP | 3 | COL DE TENDE | 2816 |
| EP | 4 | COL DE TENDE | 2750 |
| EP | 5 | COL DE TENDE | 95479 |
| EP | 6 | COL DE TENDE | 4446 |
| EP | 12 | COL DE TENDE | 3024 |
| EP | 57 | COL DE TENDE | 99453 |
| EP | 58 | COL DE TENDE | 13919 |
| EP | 72 | COL DE TENDE | 123261 |
| EP | 76 | COL DE TENDE | 53120 |
| ER | 16 | LA CA CANELLE | 11937 |
| ER | 32 | LA CA CANELLE | 32746 |
| ER | 39 | LA CA CANELLE | 565553 |
| ES | 2 | LURDU TABORDA | 469259 |
| ES | 3 | LURDU TABORDA | 315078 |
| ES | 4 | LURDU TABORDA | 94228 |
| ES | 6 | LURDU TABORDA | 139462 |
| ES | 17p | LURDU TABORDA | 12870 |
| ES | 23 | LURDU TABORDA | 10087 |
| ES | 27 | LURDU TABORDA | 417507 |
| ES | 28 | LURDU TABORDA | 124264 |
| ES | 30 | LURDU TABORDA | 91908 |
| ES | 31 | LURDU TABORDA | 111466 |
| ES | 32 | LURDU TABORDA | 145621 |
| ES | 36 | LURDU TABORDA | 10241 |
| ET | 5 | SLAUSSI | 253005 |
| ET | 6 | SLAUSSI | 85639 |
| ET | 7 | SLAUSSI | 288748 |
| ET | 12 | SLAUSSI | 370947 |
| ET | 21 | SLAUSSI | 293762 |
| EV | 6 | ORTIGA | 2584 |
| EV | 30 | ORTIGA | 14761 |
| EV | 34 | ORTIGA | 69105 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|-----|----------------------|---------|
| EV | 45 | ORTIGA | 956104 |
| EW | 3 | LAGUNE | 72028 |
| EW | 13 | LAGUNE | 443826 |
| EW | 20 | LAGUNE | 134141 |
| EW | 26p | LAGUNE | 458833 |
| EW | 37 | LAGUNE | 148403 |
| EX | 2 | PEPIN | 401778 |
| EX | 3 | PEPIN | 24903 |
| EX | 4 | PEPIN | 6058 |
| EX | 5 | PEPIN | 46866 |
| EX | 6 | PEPIN | 1328670 |
| EX | 7 | PEPIN | 58093 |
| EX | 8 | PEPIN | 385555 |
| EX | 9 | PEPIN | 469543 |
| EX | 10 | PEPIN | 275284 |
| EY | 1p | VALLE FREDDA | 137307 |
| EY | 2 | VALLE FREDDA | 1291 |
| EY | 41 | VALLE FREDDA | 378061 |
| EY | 78 | VALLE FREDDA | 120227 |
| EY | 82 | VALLE FREDDA | 26097 |
| EY | 83 | VALLE FREDDA | 284 |
| EY | 88 | VALLE FREDDA | 275133 |
| EY | 89 | VALLE FREDDA | 19633 |
| EZ | 1 | TOURNO | 424153 |
| EZ | 24 | TOURNO | 5441 |
| EZ | 72 | TOURNO | 14068 |
| EZ | 80 | TOURNO | 19988 |
| EZ | 81 | TOURNO | 30896 |
| HI | 1 | RIO FREDDO INFERIEUR | 97421 |
| HI | 2 | RIO FREDDO INFERIEUR | 1997 |
| HI | 3 | RIO FREDDO INFERIEUR | 2082 |
| HI | 4 | RIO FREDDO INFERIEUR | 4480 |
| HI | 5 | RIO FREDDO INFERIEUR | 3573 |
| HI | 6 | RIO FREDDO INFERIEUR | 68 |
| HI | 8 | RIO FREDDO INFERIEUR | 1931 |
| HI | 14 | RIO FREDDO INFERIEUR | 1073 |
| HI | 15 | RIO FREDDO INFERIEUR | 4693 |
| HI | 16 | RIO FREDDO INFERIEUR | 2101 |
| HI | 17 | RIO FREDDO INFERIEUR | 2323 |
| HI | 18 | RIO FREDDO INFERIEUR | 6725 |
| HI | 19 | RIO FREDDO INFERIEUR | 698 |
| HI | 20 | RIO FREDDO INFERIEUR | 2356 |
| HI | 22 | RIO FREDDO INFERIEUR | 1953 |
| HI | 23 | RIO FREDDO INFERIEUR | 2666 |
| HI | 24 | RIO FREDDO INFERIEUR | 2245 |
| HI | 25 | RIO FREDDO INFERIEUR | 2343 |
| HI | 26 | RIO FREDDO INFERIEUR | 222 |
| HI | 27 | RIO FREDDO INFERIEUR | 2255 |
| HI | 28 | RIO FREDDO INFERIEUR | 5191 |
| HI | 29 | RIO FREDDO INFERIEUR | 3350 |
| HI | 30 | RIO FREDDO INFERIEUR | 4687 |
| HI | 31 | RIO FREDDO INFERIEUR | 3130 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|-----|----------------------|--------|
| HI | 32 | RIO FREDDO INFERIEUR | 11140 |
| HI | 33 | RIO FREDDO INFERIEUR | 549 |
| HI | 34 | RIO FREDDO INFERIEUR | 109 |
| HI | 35 | RIO FREDDO INFERIEUR | 146 |
| HI | 36 | RIO FREDDO INFERIEUR | 215 |
| HI | 37 | RIO FREDDO INFERIEUR | 1921 |
| HI | 39 | RIO FREDDO INFERIEUR | 6374 |
| HI | 40 | RIO FREDDO INFERIEUR | 5165 |
| HI | 41 | RIO FREDDO INFERIEUR | 5579 |
| HI | 42 | RIO FREDDO INFERIEUR | 7230 |
| HI | 43 | RIO FREDDO INFERIEUR | 10106 |
| HI | 44 | RIO FREDDO INFERIEUR | 6192 |
| HI | 45 | RIO FREDDO INFERIEUR | 39526 |
| HI | 46 | RIO FREDDO INFERIEUR | 6362 |
| HI | 47 | RIO FREDDO INFERIEUR | 3461 |
| HI | 48 | RIO FREDDO INFERIEUR | 342 |
| HI | 49 | RIO FREDDO INFERIEUR | 2974 |
| HI | 50 | RIO FREDDO INFERIEUR | 14210 |
| HI | 51 | RIO FREDDO INFERIEUR | 181 |
| HI | 52 | RIO FREDDO INFERIEUR | 3423 |
| HI | 55 | RIO FREDDO INFERIEUR | 181570 |
| HI | 56 | RIO FREDDO INFERIEUR | 1872 |
| HI | 78 | RIO FREDDO INFERIEUR | 3317 |
| HI | 79 | RIO FREDDO INFERIEUR | 71122 |
| HI | 80 | RIO FREDDO INFERIEUR | 2297 |
| HI | 87 | RIO FREDDO INFERIEUR | 13112 |
| HI | 88 | RIO FREDDO INFERIEUR | 154 |
| HI | 89 | RIO FREDDO INFERIEUR | 33375 |
| HI | 90 | RIO FREDDO INFERIEUR | 4681 |
| HI | 102 | RIO FREDDO INFERIEUR | 10396 |
| HI | 103 | RIO FREDDO INFERIEUR | 120 |
| HI | 104 | RIO FREDDO INFERIEUR | 66 |
| HI | 105 | RIO FREDDO INFERIEUR | 510 |
| HI | 106 | RIO FREDDO INFERIEUR | 3759 |
| HI | 107 | RIO FREDDO INFERIEUR | 3281 |
| HI | 108 | RIO FREDDO INFERIEUR | 1502 |
| HI | 110 | RIO FREDDO INFERIEUR | 3050 |
| HI | 111 | RIO FREDDO INFERIEUR | 13542 |
| HI | 172 | RIO FREDDO INFERIEUR | 11834 |
| HI | 173 | RIO FREDDO INFERIEUR | 5802 |
| HI | 174 | RIO FREDDO INFERIEUR | 2649 |
| HI | 175 | RIO FREDDO INFERIEUR | 104 |
| HI | 176 | RIO FREDDO INFERIEUR | 12 |
| HI | 178 | RIO FREDDO INFERIEUR | 3048 |
| HI | 179 | RIO FREDDO INFERIEUR | 4867 |
| HI | 180 | RIO FREDDO INFERIEUR | 62 |
| HI | 181 | RIO FREDDO INFERIEUR | 8009 |
| HK | 35 | MAINARDO DRAGORINA | 59592 |
| HK | 38 | MAINARDO DRAGORINA | 104868 |
| HK | 40 | MAINARDO DRAGORINA | 286083 |
| HL | 1 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 113148 |
| HL | 4 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 6957 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|----|----------------------|--------|
| HL | 5 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 33776 |
| HL | 6 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 1170 |
| HL | 7 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 10882 |
| HL | 8 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 10834 |
| HL | 18 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 4663 |
| HL | 19 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 2852 |
| HL | 20 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 5014 |
| HL | 21 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 3375 |
| HL | 22 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 10992 |
| HL | 30 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 169 |
| HL | 31 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 98 |
| HL | 32 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 104 |
| HL | 34 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 3103 |
| HL | 36 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 6311 |
| HL | 37 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 5371 |
| HL | 38 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 12232 |
| HL | 41 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 19503 |
| HL | 45 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 4705 |
| HL | 80 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 3547 |
| HL | 83 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 10572 |
| HL | 84 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 5055 |
| HL | 87 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 3851 |
| HL | 88 | RIO FREDDO SUPERIEUR | 12196 |
| HM | 1 | VALLETTA BECCO | 80595 |
| HM | 2 | VALLETTA BECCO | 943516 |
| HM | 3 | VALLETTA BECCO | 478653 |
| HM | 4 | VALLETTA BECCO | 358001 |
| HM | 5 | VALLETTA BECCO | 14288 |
| HM | 6 | VALLETTA BECCO | 887821 |
| HM | 14 | VALLETTA BECCO | 333535 |
| HM | 16 | VALLETTA BECCO | 225874 |
| HM | 17 | VALLETTA BECCO | 227706 |
| HM | 18 | VALLETTA BECCO | 340000 |
| HP | 2 | VELLEGA | 374526 |
| HP | 3 | VELLEGA | 65756 |
| HP | 18 | VELLEGA | 141758 |
| HP | 21 | VELLEGA | 915139 |
| HP | 22 | VELLEGA | 414197 |
| HP | 26 | VELLEGA | 998702 |
| HR | 41 | AVARNE GRAVALUNA | 88905 |
| HR | 52 | AVARNE GRAVALUNA | 7338 |
| HR | 53 | AVARNE GRAVALUNA | 9478 |
| HR | 55 | AVARNE GRAVALUNA | 6500 |
| HR | 56 | AVARNE GRAVALUNA | 26436 |
| HS | 1 | GIASSANASCA | 13762 |
| HS | 20 | GIASSANASCA | 58060 |
| HS | 33 | GIASSANASCA | 99475 |
| HS | 36 | GIASSANASCA | 14370 |
| HS | 37 | GIASSANASCA | 1610 |
| HS | 38 | GIASSANASCA | 46245 |
| HS | 40 | GIASSANASCA | 131544 |
| HS | 44 | GIASSANASCA | 3700 |

FORET COMMUNALE DE TENDE

| | | | |
|----|-----|------------------------|----------------------|
| HS | 55 | GIASSANASCA | 24929 |
| HS | 63 | GIASSANASCA | 14289 |
| HS | 64 | GIASSANASCA | 5939 |
| HS | 65 | GIASSANASCA | 9360 |
| HS | 66 | GIASSANASCA | 29420 |
| HS | 67 | GIASSANASCA | 22616 |
| HS | 68 | GIASSANASCA | 58685 |
| HS | 69 | GIASSANASCA | 36972 |
| HS | 70 | GIASSANASCA | 48766 |
| HS | 73 | GIASSANASCA | 3105 |
| HT | 71 | SCALETTA | 85821 |
| HT | 72 | SCALETTA | 78758 |
| HT | 93 | SCALETTA | 80945 |
| HT | 97 | SCALETTA | 201220 |
| HT | 118 | SCALETTA | 172871 |
| HT | 131 | SCALETTA | 222 |
| HT | 132 | SCALETTA | 166826 |
| HV | 2 | RISE | 103195 |
| HV | 3 | RISE | 69516 |
| HV | 9 | RISE | 308705 |
| HV | 10 | RISE | 193205 |
| HV | 11 | RISE | 320784 |
| HV | 12 | RISE | 295484 |
| HV | 13 | RISE | 47031 |
| HV | 23 | RISE | 76267 |
| HV | 28 | RISE | 127964 |
| HV | 47 | RISE | 861398 |
| HW | 35 | PONT RICHE PONT PAUVRE | 93282 |
| HW | 38 | PONT RICHE PONT PAUVRE | 116692 |
| HW | 39 | PONT RICHE PONT PAUVRE | 164 |
| HW | 40 | PONT RICHE PONT PAUVRE | 139 |
| HW | 62 | PONT RICHE PONT PAUVRE | 6067 |
| HW | 68 | PONT RICHE PONT PAUVRE | 13894 |
| HW | 98 | PONT RICHE PONT PAUVRE | 152130 |
| HW | 99 | PONT RICHE PONT PAUVRE | 24330 |
| HW | 130 | PONT RICHE PONT PAUVRE | 33089 |
| HX | 4 | GUMBI | 1265880 |
| HX | 5 | GUMBI | 393958 |
| HX | 15 | GUMBI | 975 |
| HX | 16 | GUMBI | 1935 |
| HX | 20 | GUMBI | 1010376 |
| HX | 21 | GUMBI | 6511 |
| HX | 26 | GUMBI | 9882 |
| | | TOTAL | 11517777 |
| | | SOIT | 11517.7777 ha |



PREFET DES ALPES-MARITIMES

Nice, le 17 SEP. 2018

Office National des
Forêts
Agence Territoriale
Alpes-Maritimes/Var

Arrêté préfectoral portant application du régime forestier

DDTM/SEAFEN/PFEN-AP n° 2018-151

Le préfet des Alpes-Maritimes,

VU le code forestier, notamment en ses articles L 211.1, L 214.3 et R 214.8,

CONSIDERANT la délibération du 12 Juin 2018 du conseil municipal de la commune de la Gaude

CONSIDERANT l'avis du directeur de l'agence territoriale Alpes-Maritimes Var de l'office national des forêts,

CONSIDERANT le plan des lieux

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

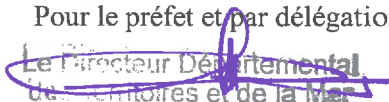
Arrête :

Article 1 : L'application du régime forestier sur les parcelles de terrain appartenant à la commune de la Gaude, désignées dans le tableau ci-joint pour une surface totale de 78 ha 91 a 13 ca répartis sur le territoire communal de la Gaude pour 29 ha 42 a 86 ca et sur le territoire communal de Saint Jeannet pour 49 ha 48 a 27 ca.

Article 2 : Tous les arrêtés préfectoraux concernant l'application du régime forestier antérieurs au présent arrêté sont abrogés.

Article 3 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours auprès du tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de la commune de la Gaude, le directeur territorial de l'office national des forêts, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune de la Gaude et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pour le préfet et par délégation

Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer
des Alpes-Maritimes

Serge CASTEL

FORET COMMUNALE DE LA GAUDE

Liste des parcelles cadastrales relevant du régime forestier sur le territoire communal de La Gaudé et appartenant à la commune de La Gaudé

| SECTION | N°PLAN | LIEU-DIT | N°PARC PRIM | CONTENANCE m2 |
|-----------------------|--------|--------------|----------------|---------------|
| A | 240 | TACON | | 7550 |
| A | 244 | TACON | | 12720 |
| AR | 103p | LA MAURE | | 89000 |
| AX | 100 | LA CLUE | | 30566 |
| AY | 1 | LES BARRES | | 57734 |
| AY | 8 | LES VIAUX | | 16374 |
| AY | 61 | L'HUBAC | | 5758 |
| AY | 86 | L'HUBAC | | 3218 |
| AZ | 38 | LES COLLETS | | 3509 |
| AZ | 70 | LES COLLETS | 43 | 12697 |
| B | 1340 | AMBONETS | | 13800 |
| BE | 28 | LES SALETTES | | 32278 |
| BE | 36 | LES SALETTES | | 7839 |
| BT | 40 | LA TUILIERE | | 1243 |
| TOTAL LA GAUDE | | | | 294286 |

Liste des parcelles cadastrales relevant du régime forestier sur le territoire communal de Saint Jeannet et appartenant à la commune de La Gaudé

| SECTION | N°PLAN | LIEU-DIT | N°PARC PRIM | CONTENANCE m2 |
|----------------------------|--------|-----------------|----------------|---------------|
| AE | 5 | CHATEAU BRESSON | | 10373 |
| AE | 6 | CHATEAU BRESSON | | 3993 |
| AE | 8 | LA COLLE | | 4494 |
| AE | 10 | LA COLLE | | 19802 |
| D | 2 | LA COLLE | | 74870 |
| D | 22 | LA COLLE | | 374180 |
| D | 1205 | CHATEAU BRESSON | 23 | 7115 |
| TOTAL SAINT JEANNET | | | | 494827 |

| | |
|--------------------------|---------------|
| TOTAL FC LA GAUDE | 789113 |
|--------------------------|---------------|



PREFET DES ALPES-MARITIMES

Nice, le 17 SEP. 2018

Office National des
Forêts
Agence Territoriale
Alpes-Maritimes/Var

Arrêté préfectoral portant application du régime forestier

DDTM/SEAFEN/PFEN-AP n° 2018- 161

Le préfet des Alpes-Maritimes,

VU le code forestier, notamment en ses articles L 211.1, L 214.3 et R 214.8,

CONSIDERANT les délibérations du 18 Novembre 2017 et du 11 Avril 2018 du conseil municipal de la commune de Beuil

CONSIDERANT l'avis du directeur de l'agence territoriale Alpes-Maritimes Var de l'office national des forêts,

CONSIDERANT le plan des lieux

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1 : L'application du régime forestier sur les parcelles de terrain situées sur la commune de Beuil et appartenant à la commune de Beuil, désignées dans le tableau ci-joint pour une surface totale de 1 744 ha 59 a 90 ca.

Article 2 : Tous les arrêtés préfectoraux concernant l'application du régime forestier antérieurs au présent arrêté sont abrogés.

Article 3 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours auprès du tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de la commune de Beuil, le directeur territorial de l'office national des forêts, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune de Beuil et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pour le préfet et par délégation

Le Directeur Départemental
des Forêts et de la Mer
des Alpes-Maritimes

Serge CASTEL

FORET COMMUNALE DE BEUIL

Liste des parcelles cadastrales relevant du régime forestier et appartenant à la commune de Beuil sur le territoire communal de Beuil

| Section | N° plan | Lieu-dit | N° parc. Prim. | Surface cadastrale (m2) |
|---------|---------|---------------------|----------------|-------------------------|
| A | 32 | CLUOT LAUGIER | | 191080 |
| A | 67 | CLUOT LAUGIER | | 15965 |
| A | 261 | LE COLOMBET | | 348870 |
| B | 75 | CIARNETTA | | 81270 |
| B | 83 | CIARNETTA | | 146920 |
| B | 85 | CIARNETTA | | 73090 |
| B | 86 | CIARNETTA | | 72200 |
| B | 87 | CIARNETTA | | 87576 |
| B | 498 | LE BOIS D ARS | | 282695 |
| C | 397 | IBAC DE LA FRACCIA | | 820556 |
| C | 434 | ADREC DE LA FRACCIA | | 186318 |
| C | 485 | LA CONCIAS | | 51821 |
| C | 596 | MELE | | 139400 |
| C | 1261 | LA CONCIAS | 484 | 323310 |
| C | 1262 | LA CONCIAS | 484 | 155915 |
| C | 1273 | ADREC DE LA FRACCIA | 433 | 42610 |
| D | 78 | POMMIERS | | 2590 |
| D | 79 | MONTAGNE DE GIARONS | | 9928 |
| D | 80 | MONTAGNE DE GIARONS | | 72789 |
| D | 81 | MONTAGNE DE GIARONS | | 1580 |
| D | 83 | MONTAGNE DE GIARONS | | 2302735 |
| D | 84 | MONTAGNE DE GIARONS | | 5220 |
| D | 85 | MONTAGNE DE GIARONS | | 23960 |
| D | 86 | MONTAGNE DE GIARONS | | 21750 |
| D | 90 | MONTAGNE DE GIARONS | | 111475 |
| D | 91 | MONTAGNE DE GIARONS | | 45543 |
| D | 92 | MONTAGNE DE GIARONS | | 233169 |
| D | 94 | MONTAGNE DE GIARONS | | 8760 |
| D | 95 | MONTAGNE DE GIARONS | | 240 |
| D | 98 | MONTAGNE DE GIARONS | | 2210 |
| D | 101 | MONTAGNE DE GIARONS | | 14722 |
| D | 103 | MONTAGNE DE GIARONS | | 4270 |
| D | 104 | MONTAGNE DE GIARONS | | 15010 |
| D | 106 | MONTAGNE DE GIARONS | | 19490 |
| D | 109 | MONTAGNE DE GIARONS | | 162017 |
| D | 110 | MONTAGNE DE GIARONS | | 1920 |
| D | 111 | MONTAGNE DE GIARONS | | 112759 |
| D | 112 | MONTAGNE DE GIARONS | | 2520 |
| D | 136 | LA PINEA | | 63634 |
| D | 137 | LA PINEA | | 8692 |
| D | 141 | LA PINEA | | 18060 |
| D | 143 | LA PINEA | | 617630 |
| D | 144 | LA PINEA | | 22800 |
| D | 147 | LA VALLIERA | | 7730 |
| D | 154 | LA VALLIERA | | 761 |
| D | 157 | LA VALLIERA | | 11380 |

FORET COMMUNALE DE BEUIL

| | | | | |
|---|------|---------------------|-----|---------|
| D | 178 | GIARONS | | 1350 |
| D | 179 | GIARONS | | 2240 |
| D | 216 | GIARONS | | 11095 |
| D | 217 | GIARONS | | 20 |
| D | 225 | GIARONS | | 1200 |
| D | 247 | GIARONS | | 150 |
| D | 249 | GIARONS | | 11390 |
| D | 263 | LES TRAVERSES NORD | | 19650 |
| D | 264 | LES TRAVERSES NORD | | 8370 |
| E | 10 | BOIS NOIR | | 269150 |
| E | 11 | POURIERAS | | 2480 |
| E | 12 | POURIERAS | | 450513 |
| E | 24 | POURIERAS | | 76761 |
| E | 25 | POURIERAS | | 3590 |
| E | 27 | ADRECH DE NICOLAUDA | | 22370 |
| E | 28 | ADRECH DE NICOLAUDA | | 379715 |
| E | 30 | CIASTELLAS | | 283769 |
| E | 31 | CIASTELLAS | | 25760 |
| E | 33 | CIASTELLAS | | 7539 |
| E | 152 | PADO | | 33859 |
| E | 153 | PADO | | 10639 |
| E | 154 | PADO | | 304 |
| E | 177 | ATRE | | 36375 |
| E | 178 | ATRE | | 2119 |
| E | 179 | ATRE | | 2120 |
| E | 180 | ATRE | | 117 |
| E | 181 | ATRE | | 5012 |
| E | 182 | ATRE | | 11670 |
| E | 184 | ATRE | | 32383 |
| E | 247 | TAILLER | | 131037 |
| E | 248 | TAILLER | | 130027 |
| E | 250 | PRE DE L IBAC | | 125960 |
| E | 279 | MARGUILINS | | 18610 |
| E | 342 | ATRE | 183 | 1078 |
| E | 343 | ATRE | 183 | 26659 |
| E | 344 | TAILLER | 246 | 2618 |
| E | 345 | TAILLER | 246 | 46330 |
| E | 363 | CIASTELLAS | 358 | 661758 |
| F | 59 | FUONT NOUVELLE | | 410034 |
| F | 60 | RUIRASQUE | | 1094216 |
| F | 111 | AIGUILLAS | | 14570 |
| F | 116 | SCLAUS OUEST | | 1238495 |
| F | 1348 | SCLAUS EST | 62 | 1011250 |
| G | 40 | LE DEVENS HAUT | | 28590 |
| G | 64 | LE BOSQUET | | 141649 |
| G | 66 | LE BOSQUET | | 4520 |
| G | 393 | LARIMAO | | 94170 |
| H | 722 | GARNIER | | 192777 |
| H | 723 | GARNIER | | 649074 |
| H | 724 | GARNIER | | 365085 |
| H | 725 | GARNIER | | 116708 |
| H | 727 | GARNIER | | 112419 |
| H | 739 | LE NAI | | 41396 |

FORET COMMUNALE DE BEUIL

| | | | | |
|-----------------------|------|---------|-----|---------------------|
| H | 740 | LE NAI | | 31501 |
| H | 741 | LE NAI | | 29704 |
| H | 742 | LE NAI | | 91312 |
| H | 752 | LE NAI | | 250963 |
| H | 753 | LE NAI | | 13200 |
| H | 766 | LE NAI | | 120120 |
| H | 767 | LE NAI | | 169348 |
| H | 769 | LE NAI | | 41719 |
| H | 773 | ISCIARS | | 50568 |
| H | 793 | ISCIARS | | 495177 |
| H | 822 | LAUS | | 401212 |
| H | 823 | LAUS | | 3270 |
| H | 824 | LAUS | | 288070 |
| H | 1059 | BOURG | | 779 |
| H | 1060 | BOURG | | 2318 |
| H | 1162 | CLOT | 846 | 141049 |
| TOTAL FC BEUIL | | | | 17445990 |
| SOIT | | | | 1744.5990 ha |



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

- CABINET DU PREFET -

ARRÊTÉ

accordant la médaille d'honneur pour acte de courage et de dévouement

Le préfet des Alpes-Maritimes

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié, relatif aux actes de courage et de dévouement,

VU le décret n° 70.221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

CONSIDERANT le courage et le professionnalisme dont a fait preuve le 19 avril 2018, dans la commune du Tignet, l'adjudant-chef Grégory BOUTON en plongeant dans les eaux de la Siagne afin de porter secours à une personne âgée, portée disparue et en état de détresse,

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes,

ARRETE

Article 1 : la médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à

- l'adjudant-chef Grégory BOUTON, groupement de gendarmerie départementale des Alpes-Maritimes, compagnie de Cannes, communauté de brigades (COB) de Mandelieu, brigade de proximité de Pégomas.

Article 2 : la secrétaire générale et le sous-préfet, directeur de cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Nice, le 14 SEP. 2018

Nice, le

14 SEP. 2018



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

- CABINET DU PREFET -
SERVICES DU CABINET

ARRÊTÉ

accordant des récompenses pour acte de courage et de dévouement

Le préfet des Alpes-Maritimes

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié, relatif aux actes de courage et de dévouement,

VU le décret n° 70.221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

CONSIDERANT le sang-froid et le professionnalisme dont ils ont fait preuve le 16 janvier 2018 au large d'une plage de Nice, en portant secours à une nageuse en difficulté,

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes,

ARRETE

article 1 : La mention honorable pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Cédric FABLET, sergent-chef de sapeurs-pompiers, service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes (SDIS 06),

- M. Thomas ISAKOVITCH, adjudant-chef de sapeurs-pompiers, service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes (SDIS 06),

- M. Cédric RIBERO, sergent-chef de sapeurs-pompiers, service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes (SDIS 06),

- M. Vincent VILAIN, adjudant-chef de sapeurs-pompiers, service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes (SDIS 06).

article 2 : La secrétaire générale et le sous-préfet, directeur de cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Nice, le

*Pour le Préfet,
Préfet-Directeur de Cabin
CAB A 3952*
- 9 AOUT 2018

S O M M A I R E

| | |
|---|----|
| D.D.I..... | 2 |
| D.D.T.M..... | 2 |
| Domaine Public Maritime..... | 2 |
| AP 2018.619 Cannes Approb.conv.transfert gestion chgmt affect.... | 2 |
| Environnement..... | 5 |
| AP 2018.113 APC Roquebilliere Station Epuration..... | 5 |
| Direccte PACA..... | 12 |
| Unite territoriale des AM..... | 12 |
| Delegation Subdeleg. signature pouvoir procuration habilitat..... | 12 |
| Decision 2018.620 Subdeleg.signature pouvoirs propres..... | 12 |
| Decision 2018.621 Subdeleg.signature cadres..... | 26 |
| Office national des forets..... | 28 |
| Agence Territoriale AM Var..... | 28 |
| Environnement..... | 28 |
| AP 2018.150 Tende Application regime forestier..... | 28 |
| AP 2018.151 La Gaude Application regime forestier..... | 44 |
| AP 2018.161 Beuil application regime forestier..... | 46 |
| Prefecture des Alpes-Maritimes..... | 52 |
| Cabinet..... | 52 |
| Medaille acte courage devouement recompense..... | 52 |
| Medailles Recompenses A.C.D du 09.08 et 14.09.2018..... | 52 |

Index Alphabétique

| | |
|---|----|
| AP 2018.113 APC Roquebilliere Station Epuration..... | 5 |
| AP 2018.150 Tende Application regime forestier..... | 28 |
| AP 2018.151 La Gaude Application regime forestier..... | 44 |
| AP 2018.161 Beuil application regime forestier..... | 46 |
| AP 2018.619 Cannes Approb.conv.transfert gestion chgmt affect.... | 2 |
| Decision 2018.620 Subdeleg.signature pouvoirs propres..... | 12 |
| Decision 2018.621 Subdeleg.signature cadres..... | 26 |
| Medailles Recompenses A.C.D du 09.08 et 14.09.2018..... | 52 |
| Agence Territoriale AM Var..... | 28 |
| Cabinet..... | 52 |
| D.D.T.M..... | 2 |
| Unite territoriale des AM..... | 12 |
| D.D.I..... | 2 |
| Direccte PACA..... | 12 |
| Office national des forets..... | 28 |
| Prefecture des Alpes-Maritimes..... | 52 |